

# l'Opinion

## Angela Merkel, maître par défaut du jeu européen

La chancelière allemande manque de vision pour l'Europe mais les faiblesses de ses partenaires la rendent incontournable



Reuters



**@IMarchais**

Publié le mardi 03 mars à 17h36

Par Isabelle Marchais

**Les faits** - Angela Merkel rencontre ce mercredi à Bruxelles les commissaires européens pour discuter des grandes priorités européennes du moment, notamment l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et la Russie.

Déclarations à l'emporte-pièce, caricatures, demandes de réparations au titre de la Seconde guerre mondiale : l'arrivée au pouvoir en Grèce du parti de gauche radicale Syriza et de son leader Alexis Tsipras a libéré la parole germanophobe d'une partie de

la population de ce pays. Au point de souder derrière Berlin l'ensemble des pays européens, y compris ceux qui, à l'instar de la France et de l'Italie, critiquent la politique de discipline budgétaire promue par l'Allemagne. La tension est encore montée ce weekend, avec les attaques du Premier ministre grec contre ses homologues portugais et espagnol accusés d'ourdir l'échec de son gouvernement pour des raisons électorales.

Cette séquence conforte une nouvelle fois le poids de l'Allemagne sur les enjeux économiques européens. A ceux qui viennent se plaindre des traitements de choc imposés ces dernières années aux pays en difficulté, Angela Merkel peut se prévaloir des réformes structurelles menées au début des années 2000 par son prédécesseur Gerhard Schröder, qui permettent à son pays d'afficher un faible taux de chômage et un budget équilibré et de se sentir la légitimité suffisante pour demander aux autres pays de mettre de l'ordre dans leurs finances publiques. « L'Allemagne a le sentiment d'avoir eu raison sur les 20 dernières années. Elle est certaine qu'il existe une bonne voie, la sienne, et que les 27 autres doivent faire pareil. Mais c'est problématique car elle ne peut pas imposer son modèle à toute l'Europe », avertit un diplomate.

Les choses commencent à bouger: l'accent est de plus en plus mis sur la croissance et l'emploi, et les Européens demandent haut et fort à Berlin de réduire ses excédents courants. En outre, les victoires obtenues par l'Allemagne dans les discussions européennes l'ont été au prix de renoncements dont les autres pays n'ont pas toujours conscience. Malgré ses réticences initiales, elle a ainsi accepté les plans de sauvetage aux pays en difficulté, les sommets de l'eurozone, l'union bancaire, et l'activisme de la Banque centrale européenne (BCE). Sans oublier une certaine souplesse dans la mise en œuvre du Pacte de stabilité et de croissance, qui vient de pousser la Commission européenne à octroyer un nouveau délai de deux ans à la France pour revenir sous les 3% de déficit.

« Beaucoup de choses ne vont pas nécessairement dans le sens de l'Allemagne », souligne Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe. Or certaines de ces évolutions ont de lourdes conséquences outre-Rhin : les débats au sein de la BCE avaient provoqué en 2011 la démission du très orthodoxe représentant allemand Jürgen Starck, le financement des plans d'aide a alimenté la poussée du parti politique eurosceptique AfD, et toute décision de renflouement a des implications matérielles fortes pour la première économie de la zone euro. Mais jusqu'à présent, Berlin a réussi à transformer en succès ces différentes décisions. « Les Allemands doivent en avaler le principe mais ils réussissent ensuite à imposer les modalités », explique Yves Bertoncini. Ce fut notamment le cas sur le projet d'union bancaire.

Reçue ce mercredi à Bruxelles par le collège des commissaires au grand complet, Angela Merkel pourra mettre en avant ses grandes priorités pour l'Europe: la Grèce bien sûr, mais aussi la politique migratoire, le projet d'accord transatlantique, le

numérique, l'avenir européen du Royaume-Uni et l'approfondissement de l'union économique et monétaire. « La chancelière ne rate jamais une occasion de rappeler qu'il reste beaucoup de travail à faire pour améliorer la gestion de la zone euro », rappelle un diplomate. L'Allemagne veut aussi réfléchir à la future reconstruction d'une relation avec la Russie, une fois que la crise ukrainienne aura été résolue. Un sujet sur lequel elle continuera à travailler avec la France qui, sur les questions de politique extérieure, garde une place centrale sur l'échiquier européen.

Mais Berlin sera-t-il capable d'apporter des idées neuves? « Sauf circonstances exceptionnelles, sa politique européenne ne s'incarne pas dans des projets ou des visions au sens français du terme, plutôt dans la bonne application des règles et des traités » observe Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman. L'Allemagne pourra difficilement continuer à chapitrer ses partenaires si elle est incapable de porter un projet pour elle-même et pour l'Europe, surtout avec une démographie en berne. Seul problème, aucun autre dirigeant européen ne semble aujourd'hui capable de porter un tel projet pour l'Union.